

Commission : Sommet international de Madrid UE-UA

Problématique : Quelles stratégies bilatérales pour la construction d'un avenir prospère, pacifique et durable?

Auteur : Portugal

Le régime politique actuel en Portugal est considéré comme une République démocratique semi-présidentielle comprenant quatre organes de souveraineté. En premier lieu, le Président de la République, aussi connu comme Chef d'État, Marcelo Rebelo de Sousa, élu une première fois en 2016 mais réélu dans les dernières élections en 2021, s'engage à superviser le gouvernement. En deuxième lieu, l'assemblée de la république, constituée actuellement de 230 députés, doit soutenir le gouvernement et approuver ou rejeter les plans et les budgets. De plus, les tribunaux doivent rendre justice aux personnes par la défense de leurs droits et de leurs devoirs. Enfin, le gouvernement est dirigé par le Premier ministre qui généralement est le chef du parti majoritaire. Depuis 2015, António Costa, président du parti socialiste est au pouvoir. En outre, le Portugal est membre de diverses organisations comme l'Union Européenne, l'ONU (Organisation des Nations Unies), l'OTAN (organisation du traité de l'Atlantique nord), l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) et la CPLF (Communauté des pays des langues portugaises). Comme pays membre de l'UE et ancien Empire colonial, le Portugal est très engagé dans les relations avec l'Union Africaine.

Depuis 2007, l'UE et l'UA ont commencé une stratégie d'ensemble, qui envisage une meilleure relation entre les deux. Cette association, en effet, regarde vers l'avenir et permet de construire un espace de solidarité, de sécurité, de prospérité durable et de stabilité. En outre, les États membres et les institutions de l'UE ont développé de tels projets en étroite collaboration avec les pays africains pour répondre à leurs attentes en termes d'investissement, d'infrastructures, de santé, de mobilité, de sécurité et d'éducation. De même, conscient de la modestie de ses moyens, notre pays veut montrer clairement son soutien puisque certains pays membres sont à la fois membres du CPLF comme l'Angola, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique et Sao Tomé-et-Principé. Cette institution créée en 1996, lors du dernier sommet en juillet 2021 a ajouté un nouveau pilier économique. Ainsi, le Portugal a été à l'initiative du premier sommet UE/UA qui a eu lieu au Caire en 2000 avec l'Organisation de l'Union Africaine .

Premièrement, en termes de paix et sécurité, l'objectif est de soutenir les efforts africains pour la lutte contre le terrorisme et de soutenir les efforts du continent pour gagner en stabilité, grâce à des opérations africaines de maintien de la paix et de renforcement des capacités, puisque cette lutte contre le terrorisme est une priorité absolue pour l'Union Européenne. En effet, le Cap-Vert et le Portugal collaborent mutuellement à la sécurisation du Golfe de Guinée contre le trafic de drogue, d'armes, de diamants, de médicaments falsifiés, de déchets illégaux ; notamment la traite des êtres humains, la piraterie et vols à main armée en mer; mais aussi dans le vol du pétrole et la pêche illégale. De plus, notre pays est extrêmement préoccupé par le Mozambique qui en 2010 a découvert de gigantesques réserves de gaz qui ont pu être bénéfiques pour ce pays mais aussi pour le Portugal mais qui risque de ralentir la commercialisation en raison de l'insurrection djihadiste dans le nord. En d'autres mots, on ne souhaite pas que des anciennes colonies du Portugal et des pays membres de l'UE soient soumises à des attaques terroristes à cause de notre attachement. Enfin, notre pays propose une prévention de la radicalisation de la violence par tout le monde, surtout en Afrique afin de garantir la paix dans les pays membres de l'union africaine.

Deuxièmement, notre pays envisage un nouveau pacte économique et financier avec l'Union Africaine afin de dépasser la crise liée à la pandémie, donnant continuité au sommet sur le financement des économies africaines du 18 mai 2021 et aux travaux du G20 à Rome portant notamment sur la formation et l'emploi des jeunes. En effet, pendant la pandémie, l'UE a été pionnier dans l'administration de vaccins en Afrique. Ainsi, en avril 2021, le Portugal a organisé à Lisbonne avec la banque européenne d'investissement, un forum de haut niveau Europe-Afrique sur l'économie et les investissements verts. En prenant en compte le passé avec certains pays africains comme l'Angola, le Portugal est très engagé dans son plan économique même si ses ressources sont faibles. De plus, notre pays est conscient de ses faiblesses dues à la succession de crises économiques qui ont limité ses moyens financiers. Cependant, cette situation économique a forcé nombre de firmes de construction portugaises à développer leurs projets à l'international. Enfin, le Portugal propose, à l'aide de l'Union Européenne, d'accroître significativement ses investissements dans les

infrastructures comme le demandent les Africains, notamment dans les domaines des transports, de la transition énergétique, de la transition numérique.

Troisièmement, le Portugal affirme que de relations intercontinentales prospères ne sont pas envisageables si on ne prend pas en compte la question sociale et la richesse des relations culturelles pluriséculaires entre les deux continents. Notre pays propose d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation, la science, la technologie et le développement des compétences. En effet, étant conscient de l'importance de la jeunesse, l'État portugais propose aux jeunes africains qui envisagent de faire des études supérieures de venir dans les universités portugaises, et de repartir après la fin de leurs études travailler en Afrique, ceci correspond au mécanisme bien connu du *brain-gain*. De plus, nous souhaitons renforcer le dialogue et la coopération Afrique-Europe en matière de migration clandestine afin de non seulement garantir les droits de l'homme mais aussi maximiser le potentiel de développement pour les deux continents.

En guise de conclusion, le Portugal, malgré ses faiblesses, se battra sans relâche pour la paix, en essayant de faire disparaître le terrorisme, impulsera des solutions envers l'amélioration de l'économie dans les pays membres de l'UA et développera l'aspect social et la coopération culturelle.